

mesures sont dominées par le souci constant d'éviter -et de briser dans le cas où se produirait- l'explosion révolutionnaire du peuple allemand, en imposant un régime d'oppression et de terreur et qui est appuyé en partie sur les éléments fascistes de l'administration hitlérienne et des formations SS.

Si l'imperialisme anglais plus directement intéressé à la situation européenne, plus averti, plus expérimenté et traditionnellement plus cynique, apparaît comme la force imperialiste la plus agressive, il n'y a pas des divergences réelles entre lui et l'imperialisme américain sur l'attitude à adopter envers les mouvements révolutionnaires des masses européennes.

Tous les deux, malgré l'antagonisme réel et profond qui les oppose en général et tout en ayant parfois des intérêts différents dans les différents pays européens, sont d'accord sur la nécessité de maintenir l'ordre capitaliste réactionnaire partout en Europe et de briser les débuts de l'élan révolutionnaire des masses.

La politique du stalinisme

La bureaucratie stalinienne de l'URSS s'est avéré, en définitive, comme il était prévu, quoique d'une façon plus complexe, en raison de la diversité de ses intérêts dans les différents pays européens et de la pression des masses plus ou moins forte sur les appareils des Partis Communistes, non moins hostile et opposée à tout développement révolutionnaire de la situation en Europe. Dans les pays occupés par l'Armée Rouge: la Roumanie, la Bulgarie, la Hongrie, la Pologne, la Tchécoslovaquie, la Yougoslavie, la Finlande, le régime capitaliste est maintenu; l'appareil militaire régnait en maître et les généraux réactionnaires et fascistes (Mannerheim, Miklos, Radescu) qui ont participé à la guerre contre la Russie, restent à la tête, soutenus par des combinaisons "front populistes" des politiciens bourgeois et des représentants des Partis Communistes.

Dans tous ces pays, la bureaucratie stalinienne a avant tout le souci d'apparaître devant l'imperialisme international comme un facteur "d'ordre".

En France, afin d'arriver à la conclusion de l'alliance militaire avec ce pays ayant pour but le pillage commun de l'Allemagne et d'arracher la France de l'orbite américaine, le Parti Communiste est à la tête de la politique de l'union sacrée et sacrifie sciemment les intérêts propres de la classe ouvrière.

En Italie, le Parti Communiste vise systématiquement à gagner par sa politique la confiance de la bourgeoisie et d'amener le Vatican à composer, afin de devenir là aussi un grand parti "national", capable d'orienter la politique extérieure du pays dans un sens pro-russe.

Le Parti Communiste italien a préféré mieux rompre son alliance avec le Parti Socialiste, que rompre avec Bonomi, et il est le seul parti ouvrier en Italie qui soutient la régence du prince Umberto.

En Espagne, le Parti Communiste apparaît comme l'animateur du mouvement de l'"Union Nationale", qui renouvelle dans des conditions particulièrement odieuses la politique de la "main tendue" aux catholiques, aux monarchistes et à d'autres éléments réactionnaires et confus, ayant soutenu Franco pendant et après la guerre civile.

En Belgique et en Grèce les partis communistes se sont vu obligés de se dresser momentanément contre le gouvernement de Pierlot et de Papandreu, d'une part à cause de la forte pression des masses qui risquait de déborder leurs cadres et d'autre part pour contrecarrer les plans de mainmise anglaise et américaine sur ces pays.

Mais tandis que l'insurrection des masses populaires, particulièrement en Grèce, s'amplifiait par sa logique interne et se transformait en lutte révolutionnaire contre l'ensemble de la bourgeoisie nationale et de l'im-